



RAPPORT ANNUEL 2009

APPUI INSTITUTIONNEL A LA FONCTION DE LUTTE CONTRE LA MALADIE AU NIVEAU CENTRAL DU MINISTÈRE DE SANTÉ PUBLIQUE DE LA RDC

**RDC0710011
NN3004508**

Table des matières

1. Fiche projet	3
2. Situation actuelle en bref	4
3. Bilan de la planification des activités	4
3.1 <i>Aperçu des activités</i>	4
3.2 <i>Analyse de la planification des activités</i>	5
4. Bilan des finances	5
4.1 <i>Dépenses par activité</i>	5
4.2 <i>Analyse de l'exécution budgétaire par activités</i>	6
4.3 <i>Dépenses par rapport au planning financier</i>	7
4.4 <i>Analyse des dépenses par rapport au planning financier</i>	9
5. Suivi des indicateurs	9
5.1 <i>Objectif spécifique</i>	9
5.2 <i>Résultats</i>	9
5.3 <i>Évolution des indicateurs</i>	11
6. Appréciation des critères de suivi	12
7. Nouveau planning	12
8. Conclusions	12

1. FICHE PROJET

Données générales

Pays :	RDC
Titre :	Appui Institutionnel à la fonction de lutte contre la maladie au niveau central du MSP de la RDC
Titre court :	AIFLMMINSA
Bailleur :	DGCD (Direction Générale de la Coopération au Développement)
Code bailleur :	3004508
Allocation de base :	Coopération Bilatérale Directe
Secteur :	12 110 – Politique de la Santé et Gestion Administrative

Chronologie

19/10/2007	Approbation du dossier d'identification
27/11/2008	Approbation par le Comité de Contrôle de Qualité
07/02/2009	Approbation du DTF par la SMCL
29/04/2009	Signature de la Convention Spécifique
11/06/2009	Signature de la Convention de Mise en Œuvre
30/09/2009	Affectation du Conseiller Technique à long terme

Description

Objectif principal	L'état de la santé de la population est amélioré dans le cadre global de la lutte contre la pauvreté
Objectif spécifique	Un appui institutionnel est apporté au MSP pour la mise en œuvre de la Stratégie de Renforcement du Système de Santé (SRSS) en ce qui concerne spécifiquement la fonction de lutte contre la maladie au niveau central
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> • Rationalisation des outils programmatiques en alignement à la SRSS et amélioration significative de la coordination des programmes • Rationalisation de la surveillance épidémiologique et de la gestion des catastrophes • Renforcement de l'INRB comme laboratoire national de référence et développement d'un modèle de fonctionnement du réseau de laboratoires • Rationalisation du contrôle sanitaire aux frontières et de l'hygiène et salubrité publique • Rationalisation de la gestion des ressources et du fonctionnement de la DLM
Rôle pour la SRSS	<ul style="list-style-type: none"> • Rationalisation des programmes sur base de l'évaluation de leur contribution au secteur santé • Redéfinition de la fonction de lutte contre la maladie au niveau des ECP et des ECZ • Intégration de la lutte contre la maladie dans les PMA et PCA des services opérationnels • Financements extérieurs ciblant les plans provinciaux plutôt que les programmes

Budget

Budget régie :	6.500.000 euros
Budget cogestion :	0 euros
Total :	6.500.000 euros

Personnes

Cellule d'exécution :	Dr Mondonge Vital, Directeur DLM Dr Michaux Geneviève, Conseiller T long terme AG Minsami Dweme Georges
Ministère de tutelle :	Ministère de la Santé Publique

2. SITUATION ACTUELLE EN BREF

La deuxième mission de formulation de l'appui à la DLM a été réalisée fin 2008, année où ont eu lieu deux missions d'appui technique à la cellule de la Réforme, avec comme résultats l'actualisation de l'audit institutionnel et la production d'un draft d'organigramme du niveau central du MSP. Le processus de restructuration du niveau central s'est ensuite ralenti et l'élaboration d'un cadre organique plus cohérent et plus pertinent par rapport à la mission du MSP est toujours en cours. Il en est de même pour l'actualisation de la Politique Nationale de Santé et pour la création de la loi cadre du secteur santé.

Le Comité National de Pilotage de la Réforme était fonctionnel mais en 2009, la révision du texte le régissant a également freiné son propre fonctionnement ainsi que celui des différentes Commissions Techniques. Des travaux sont actuellement en cours pour définir les matières spéciales à déverser aux Commissions Techniques du CNP – SRSS. Il faudra notamment clarifier les différences de rôle et de composition des Commissions Techniques et des Directions Centrales.

Au niveau intermédiaire, les Comités Provinciaux de Pilotage (CPP) sont progressivement fonctionnels. Des groupes de travail sont généralement mis en place au sein des équipes cadres provinciales et des CPP. Les rôles respectifs sont à clarifier à ce niveau là aussi.

Au cours des années 2008 et 2009, la planification ascendante a été introduite dans le secteur santé. Les plans provinciaux de développement sanitaire ont été élaborés, contemplant une première partie basée sur la consolidation des plans de développement des ZS et une seconde partie basée sur les fonctions d'appui de l'équipe cadre provinciale. Ces plans provinciaux inspireront le Plan National de Développement Sanitaire, qui devrait être finalisé au cours du premier trimestre 2010.

3. BILAN DE LA PLANIFICATION DES ACTIVITÉS**3.1 Aperçu des activités**

Les activités planifiées pour le dernier trimestre 2009 étaient les suivantes :

- Révision par l'équipe d'exécution du Document Technique et Financier afin d'harmoniser la vision sur les objectifs et stratégies
- Organisation de la cellule administrative temporaire, personnel CTB, en attendant la sélection et la formation du personnel administratif de la DLM

- Planification des activités 2009
- Réalisation de la sélection sur concours du personnel de la DLM
- Collecte des données pour l'Etat des Lieux initial des Directions et des Programmes
- Elaboration, conjointement avec l'Institut National de Recherche Biomédicale et la Direction de Laboratoires, des termes de référence du résultat 3 de la prestation
- Elaboration des termes de référence pour la prestation de consultance concernant l'analyse verticale
- Aménagement des bureaux du CT à long terme et du comptable CTB, acquisition de matériel roulant et de matériel informatique
- Appui à minima du fonctionnement de la DLM (fournitures de bureau et de consommables informatiques, entretiens de véhicules, carburant...)

3.2 Analyse de la planification des activités

La planification a globalement été respectée. Seul le diagnostic initial a pris un peu de retard. Comme un Etat des Lieux avait été réalisé sous l'auspice de la DEP, il n'a plus été utile de collecter à nouveau les données quantitatives, déposées à l'Ecole de Santé Publique de Kinshasa pour exploitation. Cependant le délai d'autorisation d'accès à ces données a été un peu long et d'autre part, l'évolution du contexte de la sélection du personnel n'a plus permis d'exploiter les ressources humaines de la DLM pour l'analyse de ces données.

La sélection du personnel de la DLM, bien qu'ayant nécessité plus d'activités que celles planifiées initialement (reprise du dépouillement des offres pour les experts techniques, analyse de recours, évaluation du processus de sélection des experts) a pu être finalisée pour les experts techniques et sera finalisée en janvier pour le reste du personnel.

4. BILAN DES FINANCES

4.1 Dépenses par activité

Le bilan des finances est présenté sous deux formes : i) par rapport aux activités ii) par rapport à la planification financière.

Tableau 1 : Dépenses par activités au cours du dernier trimestre 2009 (Q4 2009)

Activité	Montant prévu	Montant dépensé	Taux d'exécution
R1. Outils programmatiques rationalisés et coordination des programmes améliorée			
1. Etat des lieux initial	450	48,43	2 %
Total R1	450	48,43	2 %
R5. La gestion des ressources et le fonctionnement de la DLM sont rationalisés			
Personnel			
1. Sélection du personnel de la DLM	3.200	2.316,02	72 %
2. Prise en charge du personnel temporaire CTB	4.915	3.835,00	78 %
Sous – Total personnel	8.115	6.151,02	76 %
Fonctionnement			
1. Carburant et lubrifiants	525	799,19	152 %
2. Entretien, réparations et assurance véhicules	1.169,31	1047,35	90 %

3. Consommables de bureau et informatique	909,22	1043,81	114 %
4. Reproduction, reliure et documents	405,3	105,3	26 %
5. Petites réparations	100,00	0	0 %
Sous – Total fonctionnement prévu	3.108,83	2995,65	96 %

Activité	Montant prévu	Montant dépensé	Taux d'exécution
Fonctionnement non prévu			
1. Autres dépenses	120	407,60	
2. Télécommunication	-----	48,72	
3. Frais de gestion		15,00	
Sous – Total fonctionnement non prévu	120	471,32	
Sous – Total fonctionnement	3.228,83	3.466,97	108 %
Acquisition de matériel			
1. Acquisition de deux véhicules	42.878	29.878	70 %
2. Bureautique et informatique	3.700	1.672,18	45 %
3. Matériel d'animation	1.000	0	0 %
4. Mise en place système de maintenance	32,40	32,17	100 %
Sous – Total matériel	47.610,40	31.582,35	66 %
Activités de communication			
1. Acquisition d'agendas MSP / CTB	250	0	0 %
Total R5	59.204,23	41.200,34	70 %
Moyens généraux			
Personnel			
1. Salaires, charges sociales AT et CT permanent	59.087,83	48.375,13	82 %
2. Ressources financières et procurement	4.318,37	4.318,37	100 %
3. Salaires, charges sociales AT suivi scientifique	12.025,16	12.708,87	106 %
Sous – total personnel	75.431,36	65.402,37	87 %
Investissement			
1. Equipement bureaux et IT	7.883,40	7.883,54	100 %
2. Aménagement bureau	255,86	344,06	134 %
Sous – total investissement	8.139,26	8.227,6	101 %
Fonctionnement			
1. Télécommunication	720	0	0 %
2. Fournitures de bureau	395,67	413,21	104 %
3. Frais bancaires	304,04	246,67	81 %
Sous – total fonctionnement	1.419,71	659,88	46,5 %
Total Moyens Généraux	84.990,33	74.289,85	87 %
GRAND TOTAL	144.644,56	115.538,62	80 %

4.2 Analyse de l'exécution budgétaire par activités

Dépassement important des prévisions

Le coût de fonctionnement des véhicules n'avait pas pris en compte les transports organisés pour le personnel de la DLM en début et en fin de journée. L'aménagement initial de la climatisation

du bureau de l'AT n'a pas été réalisé selon les normes ainsi que l'aménagement de la sécurité de la porte, ce qui a nécessité des frais de travaux non prévus.

Pour l'acquisition du matériel, le paiement du deuxième véhicule a été effectué en janvier plutôt qu'en décembre. Lors de la planification de Q4 2009, l'achat d'une photocopieuse avait été programmé. Cet achat a été déplanifié car un équipement semblable a été prévu par la coopération italienne et devrait être incessamment livré.

Faible exécution des prévisions

Pour l'Etat des Lieux, il avait été prévu de motiver du personnel en place de la DLM pour le réaliser mais l'existence d'une base de données à la DEP a réduit ce poste de dépenses à la réalisation de photocopies. Le contexte de tension créé par les réactions à la sélection nous ont poussé à ne plus sous traiter avec le personnel en place pour l'analyse des données.

Les frais de communication pour le personnel CTB n'ont pas pu être communiqués par le logisticien de la représentation en 2009 et restent donc à payer en 2010.

4.3 Dépenses par rapport au planning financier

Tableau 2 : Dépenses réalisées en comparaison avec le planning financier 2009

Cod e Budget	Activité	Prévision 2009	Dépensé 2009	Taux d'exécution
R1. Outils programmatiques rationalisés et coordination des programmes améliorée				
A_01_01	Relancer ou créer les Commissions CNP - SRSS	0	0	-----
A_01_02	Elaborer les stratégies, directives et outils de PEC	450	48,43	11 %
A_01_03	Etablir une base de données intégrée	0	0	-----
A_01_04	Définir et appliquer une stratégie de recherche	0	0	-----
A_01_05	Revoir ou créer des textes règlementaires	0	0	-----
A_01_06	Renforcer les capacités de la DLM et du NI	0	0	-----
	Résultat 1	450	48,43	11 %
R2. Surveillance épidémiologique et gestion des catastrophes rationalisées				
A_02_01	Actualiser la politique nationale en matière de SE	0	0	-----
A_02_02	Organiser la riposte aux épidémies et catastrophes	0	0	-----
A_02_03	Publier régulièrement le bulletin épidémiologique	0	0	-----
A_02_04	Renforcer les capacités du personnel impliqué	0	0	-----
R3. Renforcement institutionnel INRB et plan de développement réseau LSP réalisés				
A_03_01	Elaborer un plan d'intervention	0	0	-----
A_03_02	Mettre en œuvre le plan	0	0	-----

R4. Le contrôle sanitaire aux frontières et l'hygiène/salubrité publique sont rationalisés				
A_04_01	Actualiser les directives et textes réglementaires (CSF)	0	0	-----
A_04_02	Actualiser les directives et textes réglementaires (HSP)	0	0	-----
A_04_03	Renforcer les capacités des agents et animateurs	0	0	-----
A_04_04	Constituer une base de données sur CSF et HSP	0	0	-----
R5. La gestion des ressources et le fonctionnement de la DLM sont rationalisés				
A_05_01	Rationaliser les RH et maintenir leurs compétences	8.115	6.151,02	76 %
A_05_02	Appuyer le budget de fonctionnement de la DLM	3.228,83	3.466,97	107 %
A_05_03	Acquérir le matériel et assurer leur maintenance	47.610,40	31.582,35	66 %
A_05_04	Construire ou réhabiliter l'infrastructure de la DLM	0	0	-----
A_05_05	Opérationnaliser des fonds d'intégration provinciaux	0	0	-----
R5. La gestion des ressources et le fonctionnement de la DLM sont rationalisés				
A_05_06	Organiser la participation à des foras internationaux	0	0	-----
A_05_07	Organiser des stages et formations à l'étranger	0	0	-----
A_05_08	Organiser des stages pour des étudiants congolais	0	0	-----
A_05_09	Communiquer sur les activités de le DLM	250	0	-----
	Résultat 5	59.204,23	41.200,34	70 %
Code Budget	Activité	Prévision 2009	Dépensé 2009	Taux d'exécution
Moyens généraux				
Z_01_01	Salaires et charges sociales assistance technique	59.087,83	48.375,13	82 %
Z_01_02	Ressources financières et procurement	4.318,37	4.318,37	100 %
	Frais de personnel	63.406,2	52.693,5	83 %
Z_02_02	Equipement bureau et IT	7.883,40	7.883,54	100 %
Z_02_03	Aménagement du bureau	255,86	344,06	134 %
	Investissement	8.139,26	8.227,6	101 %
Z_03_04	Télécommunication	720	0	0 %
Z_03_05	Fourniture de bureau	395,67	413,22	104 %
Z_03_06	Missions	0	0	0 %
Z_03_07	Frais de représentation et communication externe	0	0	0 %
Z_03_09	Frais de suivi scientifique	12.025,16	12.708,87	106 %
Z_03_10	Frais bancaires	304,04	246,67	81 %
	Fonctionnement	13.444,87	13.368,76	99 %
	Moyens généraux	84.990,33	74.289,86	87 %
	GRAND TOTAL	144.644,6	115.538,63	80 %

4.4 Analyse des dépenses par rapport au planning financier

Il faudra veiller dans le futur :

- À prendre en compte les autres appuis fournis à la DLM pour éviter des surestimations dans la planification (cfr. Acquisition de matériels)
- A affiner les calculs de coût de fonctionnement pour éviter les dépassements

5. SUIVI DES INDICATEURS

L'équipe restructurée de la DLM sera effectivement fonctionnelle à partir de mi – février. C'est une fois cette équipe mise en place que les activités techniques pourront réellement démarrer. Une première activité sera de compléter l'analyse de situation. Le contenu des résultats de l'appui institutionnel, la pertinence des indicateurs et les modalités de leur suivi seront revus avec l'ensemble de l'équipe technique de la DLM sur base de leurs connaissances, expériences et des constats de l'analyse de base. Les réflexions qui suivent sur le contenu des résultats et des indicateurs doivent donc encore être discutées et amendées par l'équipe.

5.1 Objectif spécifique

Un appui institutionnel est apporté au Ministère de la Santé pour la mise en œuvre de la SRSS en ce qui concerne spécifiquement la fonction de lutte contre la maladie au niveau central

Indicateurs dans le DTF :

- Nombre de programmes défragmentés sur le nombre de programmes à coordonner
- Nombre de programmes effectivement intégrés développés dans les plans d'action des Zones de Santé et les PCA/PMA
- Le nombre de provinces appliquant les guides produits sur le nombre de provinces cible
- Nombre de Laboratoires Provinciaux intégrés effectivement dans le réseau piloté par l'INRB
- Taux de diminution en temps, d'alerte et de réaction en cas d'épidémie

5.2 Résultats

Résultat 1 : les outils programmatiques sont rationalisés en alignement de la SRSS et la coordination des programmes spécialisés prioritaires est structurée et significativement améliorée

Par ce résultat on entend :

- Les programmes sont rationalisés : redéfinition des programmes avec diminution du nombre de programme par regroupement ou terminaison des programmes
- La coordination des programmes est améliorée : les programmes sont coordonnés de manière à renforcer la fonction de lutte contre la maladie dans les services opérationnels, tant au niveau central qu'au niveau intermédiaire, ce qui implique la redéfinition des fonctions de lutte contre la maladie également au sein des ECZ et des ECP
- La fonction de lutte contre la maladie est intégrée dans les PMA et dans les PCA : les outils programmatiques pour la mise en œuvre des programmes et leur intégration dans les services opérationnels sont développés ou redéfinis et testés par les Provinces

- Le système d'information sur les maladies est amélioré : harmonisation des données à collecter, mécanismes de collecte, de transmission, d'analyse, d'archivage et de diffusion des données de manière à ce qu'elle soit disponible au niveau adéquat au moment opportun
- Une stratégie de recherche est développée et des recherches en relation avec la fonction de lutte contre la maladie et l'organisation des soins sont développées
- Les besoins en texte réglementaires sont identifiés et des propositions de texte sont faites par la DLM
- Les Commissions du CNP – SRSS sont fonctionnelles et des dossiers élaborés par la DLM y sont amendés (outils programmatiques, stratégie de recherche, textes réglementaires)

Indicateurs dans le DTF :

- % de guides opérationnels par maladie prioritaire produits et diffusés sur le nombre de guides planifiés
- % de rapports de réunions tenues de la Commission d'intégration sur le nombre planifié ;
- Nombre de maladies incluses dans la base de données sur celles planifiées ;
- % de textes réglementaires adoptés sur le nombre attendu.

Résultat 2 : la surveillance épidémiologique et la gestion des catastrophes sont rationalisées

Par ce résultat on entend :

- La politique nationale en matière de surveillance épidémiologique est actualisée, validée par le MSP et les outils pour sa mise en œuvre sont révisés et diffusés
- Le Plan National de Contingence est actualisé et le financement pour sa mise en œuvre est mobilisé
- La riposte en cas d'épidémies est organisée
- Le bulletin épidémiologique est régulièrement publié

Indicateurs dans le DTF :

- Existence d'un plan de contingence
- Nombre d'épidémies détectées à temps et gérées correctement/ total des épidémies
- Existence d'une base des données actualisée et de la cartographie
- % de bulletins épidémiologiques publiés et diffusés sur le nombre attendu

Résultat 3 : l'institutionnalisation de l'INRB comme laboratoire de santé publique et la planification du réseau provincial de laboratoires sont réalisées

Par ce résultat on entend :

- La stratégie de développement des réseaux de laboratoires de santé publique est définie
- Un modèle de réseau de laboratoires entre l'INRB, les laboratoires des programmes spécialisés et les laboratoires du niveau intermédiaire et périphérique est développé
- Le rôle de l'INRB comme laboratoire de santé publique est institutionnalisé

Indicateurs dans le DTF

L'élaboration du plan d'intervention pour ce résultat sera la première activité à réaliser. C'est au cours de cette planification que le cadre logique et donc les indicateurs pour ce résultat seront définis.

Résultat 4 : le contrôle sanitaire aux frontières et l'hygiène et salubrité publique sont rationalisés

Par ce résultat on entend :

- L'état des lieux en la matière est réalisé
- Les normes, directives et textes réglementaires en la matière sont actualisés
- Une base de données en la matière est constituée et régulièrement actualisée

Indicateurs dans le DTF

- Les personnels formés sur les techniques de contrôle déployés aux frontières sur le nombre de personnel à former
- Les normes et standards en matière d'hygiène et salubrité publique sont disponibles et utilisés

Résultat 5 : la gestion des ressources et le fonctionnement de la DLM sont rationalisés

Par ce résultat on entend :

- Le personnel est adapté en nombre et qualification
- Le contexte de travail du personnel est amélioré
- La Direction est dotée en équipements et infrastructures adéquates
- Une comptabilité globale est installée au sein de la Direction
- Des fonds sont constitués de manière spécifique pour le financement des activités d'appui tant au niveau central qu'au niveau périphérique

Indicateurs dans le DTF

- Les ressources humaines retenues sont en poste
- Les ressources identifiées sont disponibles ainsi que les locaux prévus
- Le fonctionnement de la D4 est assuré
- Les fonds centraux et périphériques fonctionnent conformément au plan

Commentaire général sur les indicateurs

- Quelques indicateurs pourraient être choisis concernant le renforcement institutionnel et viseraient l'appréciation de :
 - Stabilité du personnel et compétences correspondant aux profils
 - Comptabilité globale
 - Organisation du travail
- Des indicateurs pourraient être choisis concernant les changements de fonctions de la DLM dans le cadre de la décentralisation et de la Réforme et viseraient l'appréciation des fonctions suivantes :
 - Encadrement des provinces
 - Coordination avec les autres Directions centrales et les programmes

5.3 Évolution des indicateurs

L'appréciation de l'évolution des indicateurs est prématurée alors que l'intervention est encore dans la phase de mise en place, le conseiller technique international étant arrivé en RDC le 30 septembre 2009, et leur définition devant être révisée en équipe.

6. APPRECIATION DES CRITERES DE SUIVI

L'appréciation des critères de suivi est également prématurée dans cette phase de l'intervention.

7. NOUVEAU PLANNING

(Chronogramme et planification en fin de document).

L'arrête de création du CNP – SRSS a été modifié. Les Commissions Techniques ont été restructurées. La Commission d'Intégration a été intégrée à la Commission de la Lutte contre la Maladie. Il n'y aura pas de Commissions propre pour la recherche. Les Commissions sont donc déjà créées et la définition de leur organisation et de leur fonctionnement est en cours. Nous avons cependant conservé la formulation de l'activité 1 du résultat 1 sous la même forme car elle est inscrite comme telle dans le cadre logique et dans le logiciel comptable. Quelque soit la forme de fonctionnement des Commissions, la DLM a dans son mandat la responsabilité d'élaborer les normes, directives dans le cadre de l'intégration et de contribuer à la définition de la recherche dans le cadre de la fonction de lutte contre la maladie et organisation des soins et alimentera les travaux des Commissions Techniques dans ces deux domaines car le CNP, comme structure fonctionnelle de pilotage de la Réforme regroupant les représentants des différentes parties prenantes dans la Réforme, a dans son mandat la validation de documents stratégiques élaborés dans le cadre de la Réforme.

8. CONCLUSIONS

Ces trois premiers mois ont été essentiellement consacrés à la sélection du personnel, à la revue documentaire, aux échanges avec le personnel des structures centrales, avec les assistants techniques d'autres organisations ainsi qu'avec d'autres personnes ressources en capitale et à l'élaboration de la première planification annuelle. Les contraintes liées à la sélection n'ont pas permis au CT de s'imprégner de la réalité des provinces et des zones sanitaires au cours de cette période.

Description des activités	j-10	f-10	m-10	a-10	m-10	j-10	j-10	a-10	s-10	o-10	n-10	d-10
Résultat 1 : Les outils programmatiques sont rationalisés et la coordination des programmes spécialisés assumée												
Activité 1 : Relancer et créer les Commissions d'intégration des programmes et de recherche												
1. Définir le contenu des travaux, leur organisation et leur budget				X	X	X						
2.Appuyer le fonctionnement des CT et GT CNP/CPP en matière d'intégration							X	X	X	X	X	X
2.Appuyer le fonctionnement des CT et GT CNP/CPP en matière de recherche							X	X	X	X	X	X
Activité 2 : Elaborer les stratégies, directives et outils de PEC												
1.Introduire l'outil d'analyse verticale (expertise internationale)												
- Elaborer les termes de référence	X	X	X				X					
- Réaliser l'expertise internationale				X	X			X	X			
- Payer l'expertise nationale					X				X			
2.Organiser les analyses verticales (30 analyses)												
- Réaliser l'état des lieux initial			X	X								
- Constituer les groupes de travail					X							
- Finaliser 6 analyses verticales						X	X	X	X	X	X	X
3.Publier et diffuser les guides opérationnels (20 guides)												
- Publier 4 guides opérationnels							X	X	X	X	X	X
4.Assurer la supervision/ le suivi							X	X	X	X	X	X
5.Assurer les frais de gestion de l'activité							X	X	X	X	X	X
Activité 3 : Etablir une base de données intégrée												
1. Organiser des appuis ponctuels par un expert international												
- Elaborer les TdR de l'expertise internationale			X	X								
- Organiser l'appui ponctuel par un expert international (SE, CSF et HSP)					X	X	X			X	X	
2. Conceptualiser la base de données et la mise en oeuvre de son utilisation				X	X	X	X	X	X			
3. Concevoir et élaborer le support informatique de la base intégrée								X	X			
4. Diffuser la base de données auprès des responsables et partenaires												X
5. Assurer les frais de gestion de l'activité						X	X	X	X	X	X	X
6. Assurer le suivi et la maintenance												
Activité 4 : Définir et appliquer une stratégie de recherche												
1. Etablir une stratégie de recherche						X	X	X				
2. Financer des projets de recherche							X	X	X	X	X	X
Activité 5 : Revoir ou créer de nouveaux textes règlementaires												
1. Faire l'inventaire des textes existants et identifier les besoins			X	X	X							
2. Proposer de nouveaux textes					X	X	X	X	X	X	X	X
Activité 6 : Renforcer les capacités des RH de la DLM et du NI												
1. Identifier les besoins et établir le plan de formation				X	X							
2. Organiser les formations de formateurs et financer les formations							X	X	X	X	X	X

Description des activités	j-10	f-10	m-10	a-10	m-10	j-10	j-10	a-10	s-10	o-10	n-10	d-10
Résultat 2 : La surveillance épidémiologique et la gestion des catastrophes sont rationalisées												
Activité 1 : Actualiser la Politique Nationale en matière de surveillance intégrée												
1. Actualiser le document de Politique Nationale et le guide technique existant				X								
2. Etablir un plan intégré de surveillance					X	X						
3. Validation du plan par les autorités						X	X					
Activité 2 : Organiser la riposte en cas d'épidémies et de catastrophes												
1. Actualiser le plan national de contingence (premier atelier)											X	
2. Mettre en place des mécanismes transitoires d'alerte et de riposte											X	X
Activité 3 : Publier régulièrement un bulletin épidémiologique												
1. Publier régulièrement un bulletin épidémiologique												
- Mettre en place l'équipe de rédaction			X									
- Publier régulièrement le bulletin				X	X	X	X	X	X	X	X	X
Activité 4 : Renforcer les capacités du personnel impliqué												
1. Identifier les besoins et établir un plan de formation						X						
2. Rédiger les modules de formation et former les formateurs							X	X	X	X	X	X

Résultat 3 : L'institutionnalisation de l'INRB et le plan de développement du réseau de LSP sont réalisés

Activité 1 : Elaborer un plan d'intervention												
1. Elaborer un plan d'intervention												
- Formuler l'axe				X								
- Payer le complément de la prestation					X							
Activité 2 : Mettre en œuvre le plan												
1. Mettre en œuvre ce plan						X	X	X	X	X	X	X

Description des activités	j-10	f-10	m-10	a-10	m-10	j-10	j-10	a-10	s-10	o-10	n-10	d-10
Résultat 4 : Le contrôle sanitaire aux frontières et celui de l'hygiène et salubrité publique sont rationalisés												
Activité 1 : Actualiser les textes règlementaires et directives du contrôle sanitaire aux frontières et les diffuser												
1. Elaborer les normes, textes et directives en la matière												
- Faire l'état des lieux (expertise externe)							X	X	X	X	X	X
- Organiser un atelier d'identification des actions prioritaires												X
2. Mettre en place les dispositifs de contrôle et assurer le suivi												
Activité 2 : Actualiser les stratégies, normes et directives en matière d'hygiène et salubrité publique et les diffuser												
1. Elaborer les normes, textes et directives en la matière										X	X	X
2. Mettre en place les dispositifs de contrôle et assurer le suivi												
Activité 3 : Renforcer les capacités des agents et animateurs												
1. Elaborer le plan de formation des agents et des animateurs												
- Identifier les besoins en formation												X
Activité 4 : Constituer une base de données sur le contrôle sanitaire au frontière et sur l'hygiène et salubrité publique												
1. Conceptualiser la base sur l'hygiène et salubrité publique										X	X	X

Description des activités	j-10	f-10	m-10	a-10	m-10	j-10	j-10	a-10	s-10	o-10	n-10	d-10
Résultat 5 : La gestion des ressources et le fonctionnement de la DLM sont rationalisés												
Activité 1 : Rendre adéquate les RH de la DLM et maintenir leurs compétences												
1. Sélectionner le personnel de la DLM sur concours	X	X										
2. Payer le personnel administratif CTB mis temporairement en place	X	X	X									
3. Payer les primes du personnel		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
4. Organiser les formations en team building de l'équipe rationalisée			X									
Activité 2 : Appuyer le fonctionnement de la DLM												
1. Confirmer les postes budgétaires et établir un plan comptable annuel	X											
2. Appuyer le budget de fonctionnement de la DLM	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Activité 3 : Identifier les besoins en matériel, les acquérir et organiser leur maintenance												
1. Identifier les besoins en matériel et les acquérir												
- Véhicules			X				X					
- Bureautique et informatique			X									
- Matériel d'animation				X								
- Matériel de communication			X									
3. Mettre en place un système fonctionnel de maintenance						X						X
Activité 4 : Identifier les besoins en infrastructures et les rendre opérationnels												
1. Confirmer les besoins et faire l'appel d'offre									X	X	X	X
Activité 5 : Constituer et rendre fonctionnels les Fonds d'intégration au niveau provincial												
- Organiser la concertation avec les programmes et les provinces				X	X	X	X	X	X	X	X	
- Rédiger les mécanismes de fonctionnement et les faire valider par le CNP-RSS									X	X	X	X
Activité 6 : Organiser la participation à des Foras Internationaux												
- Identification des événements à financer et du choix des candidats					X	X						
- Participation à des foras internationaux							X	X	X	X	X	X
Activité 7 : Organiser des stages et des formations ponctuelles à l'étranger												
- Identification des événements à financer et du choix des candidats					X	X						
- Participation à des stages et formations à l'étranger							X	X	X	X	X	X
Activité 8 : Organiser des stages pour des étudiants congolais												
1. Organiser des stages pour des étudiants congolais											X	
Activité 9 : Mener des activités de communication sur les actions de la DLM												
1. Elaborer un plan annuel de communication					X							
2. Organiser les activités (conférences de presse, confections de médias...)						X	X	X	X	X	X	X

Planning financier année 2010

Coopération Technique Belge

Code Budget	Description des postes budgétaires	Budget total	Total 2009	Q1	Q2	Q3	Q4	AN 2010	% Exécution
Résultat 1 : Les outils programmatiques sont rationalisés et la coordination des programmes spécialisés assumée									31/12/2010
Activité 1 : Relancer et créer les Commissions d'intégration des programmes et de recherche									
	1. Définir le contenu des travaux, leur organisation et leur budget	PM							
	2.Appuyer le fonctionnement des CT et GT CNP/PPP en matière d'intégration	22.500	0	200	0	1.800	1.500	3.500	15,6%
	2.Appuyer le fonctionnement des CT et GT CNP/PPP en matière de recherche	22.500	0	0	0	0	1.500	1.500	6,7%
A_01_01	Sous-total activité 1.1	45.000	0	200	0	1.800	3.000	5.000	11,1%
Activité 2 : Elaborer les stratégies, directives et outils de PEC									
	1.Introduire l'outil d'analyse verticale (expertise internationale)	48.000	0	0	14.000	2.500	11.500	28.000	58,3%
	2.Organiser les analyses verticales (30 analyses)	150.000	48	750	11.102	6.000	10.000	27.852	18,6%
	3.Publier et diffuser les guides opérationnels	25.000	0	0	0	1.250	1.250	2.500	10,0%
	4.Assurer la supervision/ le suivi	30.000	0	0	1.000	2.000	2.000	5.000	16,7%
	5.Assurer les frais de gestion de l'activité	20.000	0	0	0	1.000	1.000	2.000	10,0%
A_01_02	Sous-total activité 1.2	273.000	48	750	26.102	12.750	25.750	65.352	24,0%
Activité 3 : Etablir une base de données intégrée									
	1. Organiser des appuis ponctuels par un expert international	64.000	0	0	16.000	0	0	16.000	25,0%
	2. Conceptualiser la base de données et la MeO de son utilisation	5.000	0	0	1.350	1.350	0	2.700	54,0%
	3. Concevoir et élaborer le support informatique de la base intégrée	2.000	0	0	1.000	1.000		2.000	100,0%
	4. Diffuser la base de données auprès des responsables et partenaires	1.000	0	0	0		1.000	1.000	100,0%
	5. Assurer les frais de gestion de l'activité	15.000	0	0	500	500	500	1.500	10,0%
	6. Assurer le suivi et la maintenance	13.000	0	0	0			0	0,0%
A_01_03	Sous-total activité 1.3	100.000	0	0	18.850	2.850	1.500	23.200	23,2%
Activité 4 : Définir et appliquer une stratégie de recherche									
	1. Etablir une stratégie de recherche	2.000	0	0	1.000		0	1.000	50,0%
	2. Financer des projets de recherche	25.000	0	0	0	1.300	1.300	2.600	10,4%
A_01_04	Sous-total activité 1.4	27.000	0	0	1.000	1.300	1.300	3.600	13,3%
Activité 5 : Revoir ou créer de nouveaux textes réglementaires									
	1. Faire l'inventaire des textes existants et identifier les besoins	2.500	0	100	150	1.000	1.000	2.250	90,0%
	2. Proposer de nouveaux textes	1.500	0	0	0	750	750	1.500	100,0%
A_01_05	Sous-total activité 1.5	4.000	0	100	150	1.750	1.750	3.750	93,8%
Activité 6 : Renforcer les capacités des RH de la DLM et du NI									
	1. Identifier les besoins et établir le plan de formation	1.000	0	0	1.000			1.000	100,0%
	2. Organiser les formations de formateurs et financer les formations	80.000	0	0	0	7.500	7.500	15.000	18,8%
A_01_06	Sous-total activité 1.6	81.000	0	0	1.000	7.500	7.500	16.000	19,8%
Total Résultat 1		530.000	48	1.050	47.102	27.950	40.800	116.902	22,1%

Code Budget	Description des postes budgétaires	Budget total	Total 2009	Q1	Q2	Q3	Q4	AN 2010	% Exécution
Résultat 2 : La surveillance épidémiologique et la gestion des catastrophes sont rationalisées									31/12/2010
Activité 1 : Actualiser la Politique Nationale en matière de SE									
	1. Actualiser le document de Politique Nationale et le guide SMIR	1.000	0	0	1.000	0	0	1.000	100,0%
	2. Etablir un plan intégré de surveillance	3.500	0	0	3.500	0	0	3.500	100,0%
	3. Validation du plan par les autorités	1.000			500		500	1.000	100,0%
A_02_01	<i>Sous-total activité 2.1</i>	5.500	0	0	5.000	0	500	5.500	100,0%
Activité 2 : Organiser la riposte en cas d'épidémies et de catastrophes									
	1. Actualiser le plan national de contingence	10.000	0	0	0	0	5.000	5.000	50,0%
	2. Mettre en place des mécanismes transitoires d'alerte et de riposte	25.000		0	2.500	3.500	7.500	16.000	64,0%
A_02_02	<i>Sous-total activité 2.2</i>	35.000	0	0	2.500	3.500	12.500	21.000	60,0%
Activité 3 : Publier régulièrement un bulletin épidémiologique									
	1. Publier régulièrement un bulletin épidémiologique	86.000		0	5.300	5.000	5.000	15.300	17,8%
A_02_03	<i>Sous-total activité 2.3</i>	86.000	0	0	5.300	5.000	5.000	15.300	17,8%
Activité 4 : Renforcer les capacités du personnel impliqué									
	1. Identifier les besoins et établir un plan de formation	5.000	0	0	500			500	10,0%
	2. Rédiger les modules de formation et former les formateurs	80.000	0	0	1.600	2.400	8.000	12.000	15,0%
A_02_04	<i>Sous-total activité 2.4</i>	85.000	0	0	2.100	2.400	8.000	12.500	14,7%
Total Résultat 2		211.500	0	0	14.900	10.900	26.000	54.300	25,7%
Résultat 3 : L'institutionnalisation de l'INRB et le plan de développement du réseau de LSP sont réalisés									31/12/2010
Activité 1 : Elaborer un plan d'intervention									
	1. Elaborer un plan d'intervention	25.000	0	5.300	19.700			25.000	100,0%
A_03_01	<i>Sous-total activité 3.1</i>	25.000	0	5.300	19.700	0	0	25.000	100,0%
Activité 2 : Mettre en œuvre le plan									
	1. Mettre en œuvre ce plan	1.775.000			20.000	90.000	90.000	200.000	11,3%
A_03_02	<i>Sous-total activité 3.2</i>	1.775.000	0	0	20.000	90.000	90.000	200.000	11,3%
Total Résultat 3		1.800.000	0	5.300	39.700	90.000	90.000	225.000	12,5%

Code Budget	Description des postes budgétaires	Budget total	Total 2009	Q1	Q2	Q3	Q4	AN 2010	% Exécution
Résultat 4 : Le contrôle sanitaire aux frontières et celui de l'hygiène et salubrité publique sont rationalisés									31/12/2010
Activité 1 : Actualiser les textes règlementaires et directives du contrôle sanitaire aux frontières et les diffuser									
	1. Elaborer les normes, textes et directives en la matière	40.000	0	0	0	10.000	20.750	30.750	76,9%
	2. Mettre en place les dispositifs de contrôle et assurer le suivi	10.000						0	0,0%
A_04_01	<i>Sous-total activité 4.1</i>	50.000	0	0	0	10.000	20.750	30.750	61,5%
Activité 2 : Actualiser les stratégies, normes et directives en matière d'hygiène et salubrité publique et les diffuser									
	1. Elaborer les normes, textes et directives en la matière	16.000	0	0	0	0	13.000	13.000	81,3%
	2. Mettre en place les dispositifs de contrôle et assurer le suivi	10.000	0	0	0	0	0	0	0,0%
A_04_02	<i>Sous-total activité 4.2</i>	26.000	0	0	0	0	13.000	13.000	50,0%
Activité 3 : Renforcer les capacités des agents et animateurs									
	1. Elaborer le plan de formation des agents et des animateurs	500					500	500	100,0%
	2. Former les formateurs en matière de contrôle aux frontières	45.000						0	0,0%
	3. Former les formateurs en matière d'hygiène et de salubrité publique	45.000						0	0,0%
A_04_03	<i>Sous-total activité 4.3</i>	90.500	0	0	0	0	500	500	0,6%
Activité 4 : Constituer une base de données sur le contrôle sanitaire au frontière et sur l'hygiène et salubrité publique									
	1. Elaborer et transmettre les outils de collecte de données	12.000	0	0	0	0	1.500	1.500	12,5%
	2. Constituer et actualiser la base de données	21.000	0	0	0	0	0	0	0,0%
A_04_04	<i>Sous-total activité 4.4</i>	33.000	0	0	0	0	1.500	1.500	4,5%
Total Résultat 4		199.500	0	0	0	10.000	35.750	45.750	22,9%

Résultat 5 : La gestion des ressources et le fonctionnement de la DLM sont rationalisés									31/12/2010
Activité 1 : Rendre adéquate les RH de la DLM et maintenir leurs compétences									
	1. Sélectionner le personnel de la DLM sur concours	5.700	2.316	3.036	0			3.036	93,9%
	2. Payer le personnel administratif CTB mis temporairement en place	7.415	3.835	3.183	0			3.183	94,6%
	3. Payer les primes du personnel	793.885	0	42.000	57.000	57.000	57.000	213.000	26,8%
	4. Organiser les formations en team building de l'équipe rationalisée	13.000	0	9.500	0		650	10.150	78,1%
A_05_01	<i>Sous-total activité 5.1</i>	820.000	6.151	57.719	57.000	57.000	57.650	229.369	28,7%

Code Budget	Description des postes budgétaires	Budget total	Total 2009	Q1	Q2	Q3	Q4	AN 2010	% Exécution
Résultat 5 : La gestion des ressources et le fonctionnement de la DLM sont rationalisés									31/12/2010
Activité 2 : Appuyer le fonctionnement de la DLM									
	1.Etablir un plan comptable annuel	PM							
	2. Appuyer le budget de fonctionnement de la DLM	618.000	3.467	17.264	21.100	31.150	33.550	103.064	17,2%
A_05_02	Sous-total activité 5.2	618.000	3.467	17.264	21.100	31.150	33.550	103.064	17,2%
Activité 3 : Identifier les besoins en matériel, les acquérir et organiser leur maintenance									
	1. Identifier les besoins en matériel	PM							
	2. Acquérir le matériel	278.000	31.582	14.122	57.500	0	16.000	87.622	42,9%
	3. Mettre en place un système fonctionnel de maintenance	25.000	32		2.500		2.500	5.000	20,1%
A_05_03	Sous-total activité 5.3	303.000	31.615	14.122	60.000	0	18.500	92.622	41,0%
Activité 4 : Identifier les besoins en infrastructures et les rendre opérationnels									
	1. Confirmer les besoins et faire l'appel d'offre	62.000					10.000	10.000	16,1%
	2. Faire exécuter l'appel d'offre	381.000						0	0,0%
A_05_04	Sous-total activité 5.4	443.000	0	0	0	0	10.000	10.000	2,3%
Activité 5 : Constituer et rendre fonctionnels les Fonds d'intégration au niveau provincial									
	1. Mise en place des fonds d'intégration	19.500	0	0	0	4.500	4.500	9.000	46,2%
	2. Assurer leur suivi	12.000					3.925	3.925	32,7%
A_05_05	Sous-total activité 5.5	31.500	0	0	0	4.500	8.425	12.925	41,0%
Activité 6 : Organiser la participation à des Foras Internationaux									
	1. Organiser la participation à des foras internationaux	25.000				2.000	2.000	4.000	16,0%
A_05_06	Sous-total activité 5.6	25.000	0	0	0	2.000	2.000	4.000	16,0%
Activité 7 : Organiser des stages et des formations ponctuelles à l'étranger									
	1. Organiser des stages et des formations ponctuelles à l'étranger	100.000			6.300	6.300	6.300	18.900	18,9%
A_05_07	Sous-total activité 5.7	100.000	0	0	6.300	6.300	6.300	18.900	18,9%
Activité 8 : Organiser des stages pour des étudiants congolais									
	1. Organiser des stages pour des étudiants congolais	1.900					475	475	25,0%
A_05_08	Sous-total activité 5.8	1.900	0	0	0	0	475	475	25,0%
Activité 9 : Mener des activités de communication sur les actions de la DLM									
	1. Elaborer un plan annuel de communication	PM							
	2. Organiser les activités (conférences de presse, ...)	100.000	250	6.600	6.600	6.600	6.600	26.400	26,7%
A_05_09	Sous-total activité 5.9	100.000	250	6.600	6.600	6.600	6.600	26.400	26,7%
Total Résultat 5		2.442.400	41.483	95.704	151.000	107.550	143.500	497.754	22,1%

Code Budget	Description des postes budgétaires	Budget total	Total 2009	Q1 2010	Q2	Q3	Q4	AN 2010	% Exécution
OS : un appui institutionnel est apporté au MSP pour la fonction de lutte contre la maladie		5.183.400	41.531	102.054	252.702	246.400	336.050	939.706	18,9%
Réserve budgétaire									31/12/2010
Activité 1 : Réserve budgétaires régie									
	1. Réserve budgétaire régie	215.000	0	0	0	0	0	0	0,0%
X_01_01	<i>Sous-total X 1</i>	215.000	0	0	0	0	0	0	0,0%
Total Réserve Budgétaire		215.000	0	0	0	0	0	0	0,0%
Frais de personnel									31/12/2010
Moyen 1 : Assistance technique									
	1. Assistance technique	600.000	48.375	42.472	37.500	43.500	45.000	168.472	36,1%
Z_01_01	<i>Sous-total moyen 1</i>	600.000	48.375	42.472	37.500	43.500	45.000	168.472	36,1%
Moyen 2 : Ressources financières et procurement									
	1. Ressources financières et procurement	162.500	4.318	4.318	6.318	6.318	6.318	23.273	17,0%
Z_01_02	<i>Sous-total moyen 2</i>	162.500	4.318	4.318	6.318	6.318	6.318	23.273	17,0%
Total Z 01		762.500	52.694	46.791	43.818	49.818	51.318	191.746	32,1%
Investissement									31/12/2010
Moyen 2 : Equipement bureau et IT									
	2. Equipement bureau et IT	13.000	7.883	5.117				5.117	100,0%
Z_02_02	<i>Sous-total moyen 2</i>	13.000	7.883	5.117	0	0	0	5.117	100,0%
Moyen 3 : Aménagement du bureau									
	3. Aménagement bureau	2.600	256	2.344				2.344	100,0%
Z_02_03	<i>Sous-total moyen 3</i>	2.600	256	2.344	0	0	0	2.344	100,0%
Total Z 02		15.600	8.139	7.461	0	0	0	7.461	100,0%

Planning financier année 2010

Coopération Technique Belge

Code Budget	Description des postes budgétaires	Budget total	Total 2009	Q1	Q2	Q3	Q4	AN 2010	% Exécution
Frais de fonctionnement									31/12/2010
Moyen 4 : Télécommunications									
	4. Télécommunications	8.000	0	130	350	200	200	880	11,0%
Z_03_04	Sous-total moyen 4	8.000	0	130	350	200	200	880	11,0%
Moyen 5 : Fournitures de bureau									
	5. Fournitures de bureau	6.000	396	350	350	350	350	1.400	29,9%
Z_03_05	Sous-total moyen 5	6.000	396	350	350	350	350	1.400	29,9%
Moyen 6 : Missions									
	6. Missions	20.000	0	760	1.000	1.350	1.350	4.460	22,3%
Z_03_06	Sous-total moyen 6	20.000	0	760	1.000	1.350	1.350	4.460	22,3%
Moyen 7: Aménagement du bureau									
	7. Frais de représentation et de communication externe	4.000	0	300	300	300	300	1.200	30,0%
Z_03_07	Sous-total moyen 7	4.000	0	300	300	300	300	1.200	30,0%
Moyen 9 : Frais de suivi scientifique									
	9. Frais de suivi scientifique	221.500	12.709	8.450	28.450	8.450	18.450	63.800	34,5%
Z_03_09	Sous-total moyen 9	221.500	12.709	8.450	28.450	8.450	18.450	63.800	34,5%
Moyen 10 : Frais bancaires									
	10. Frais bancaires	4.000	304	225	225	225	225	900	30,1%
Z_03_10	Sous-total moyen 10	4.000	304	225	225	225	225	900	30,1%
Total Z 03		263.500	13.409	10.215	30.675	10.875	20.875	72.640	32,7%
Audit et évaluations									31/12/2010
Moyen 1 : Frais d'évaluation									
	-Evaluation à mi-parcours	20.000							0,0%
	-Evaluation finale	20.000							0,0%
	1. Frais d'évaluation	40.000	0	0	0	0	0	0	0,0%
Z_04_01	Sous-total moyen 1	40.000	0	0	0	0	0	0	0,0%
Moyen 2 : Audits									
	2. Audits	20.000					7.000	7.000	35,0%
Z_04_02	Sous-total moyen 2	20.000	0	0	0	0	7.000	7.000	35,0%
Total Z 04		60.000	0	0	0	0	7.000	7.000	11,7%
Total MOYENS GENERAUX		1.101.600	74.241	64.467	74.493	60.693	79.193	278.847	32,1%
Total BUDGET		6.500.000	115.772	166.521	327.195	307.093	415.243	1.218.553	20,5%

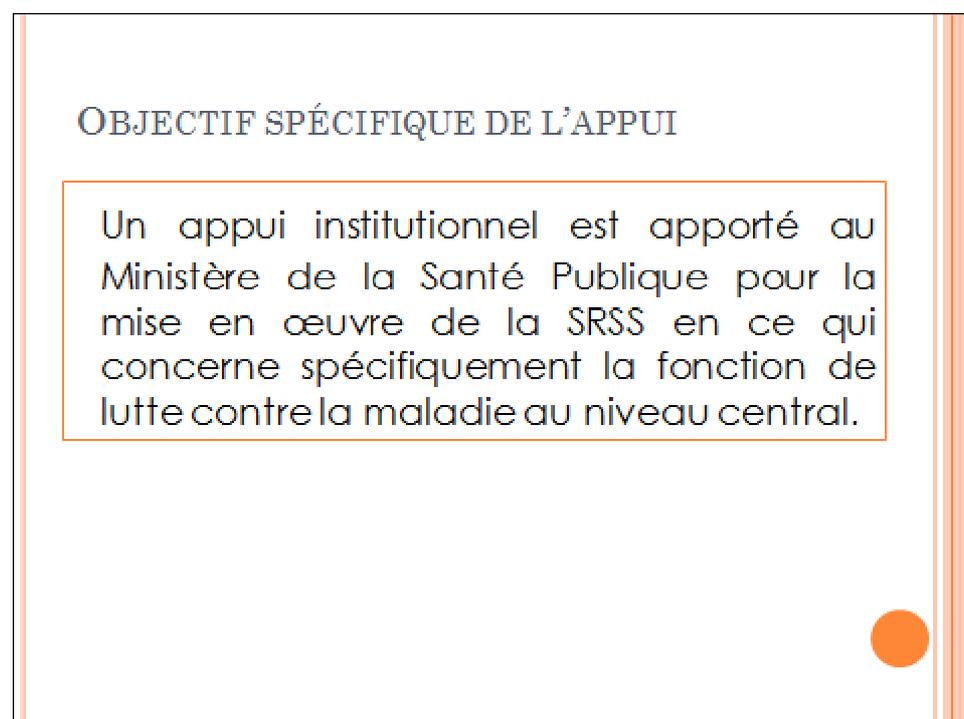
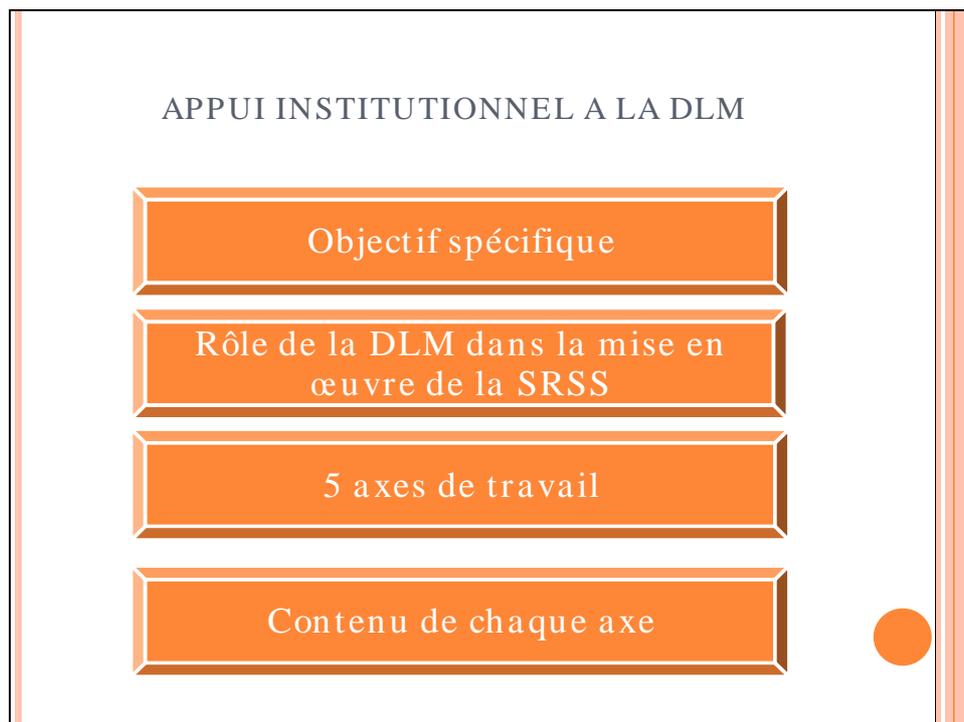
Annexe 1 : Déroulement de la mise en place de l'équipe de la DLM

Date	Activités et résultats	Observations
11/02/2009 11 et 26/08/2010	<ul style="list-style-type: none"> • Création du Comité de Sélection (CS) • Préparation des outils de sélection 	Prédémarrage Président du CS = SG
4/11/2009	<ul style="list-style-type: none"> • Révision générale de la procédure : <ul style="list-style-type: none"> ○ Validation du règlement de sélection (RS) des experts techniques (ET) ○ Accord sur un chronogramme global de 11 semaines ○ Aval pour l'appel à candidatures pour les ET ○ Analyse de conformité avec le DTF 	Documents fournis : - Feuille de route réunion - Drafts de RS des ET - Extrait DTF - Chronogramme Président du CS = SG représenté par D3
11/11/2009	<ul style="list-style-type: none"> • Révision : <ul style="list-style-type: none"> ○ Profil et conditions de participation pour le personnel de la base de données (BD) et le personnel administratif (PA) ○ Complément du chronogramme • Appel à candidatures pour les ET <ul style="list-style-type: none"> ○ Journal ○ Mail aux MIP et membres GARSS ○ Affichage aux Directions Centrales (DC) et Programmes 	Directeur D1 désigné comme président délégué du CS Documents fournis : Tableau pour planifier tâches par date Descriptions de poste Du 11/11 au 2/12
16/11/2009	<ul style="list-style-type: none"> • Approbation des RS du personnel de la BD et du PA • Aval pour l'appel à candidatures 	Documents : Règlements de sélection
21/11/2009	<ul style="list-style-type: none"> • Appel à candidatures pour la BD et le PA <ul style="list-style-type: none"> ○ Mail aux MIP et membres GARSS ○ Affichage aux DC et Programmes 	Du 21/11 au 14/12
2 et 3/12/2009	<ul style="list-style-type: none"> • Dépouillement des plis pour le personnel technique pour réaliser la présélection 	Documents : PV et compte – rendu de réunion
8/12/2009	<ul style="list-style-type: none"> • Re convocation des membres ayant participé à l'ouverture • Reprise de la présélection sans la présence du Directeur de la D4 et de l'AG de la D4 • Affichage du PV 	Documents : PV et compte – rendu de réunion
9/12/2009	<ul style="list-style-type: none"> • Transmission par le SG au président du CS d'une lettre de recours d'un candidat ET non sélectionné 	Documents Lettre de recours
11/12/2009	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse du recours du candidat et / confirmation de la non sélection • Transmission du SG au Directeur de la D1 du souhait d'une plus large participation des membres du CS dans la suite du processus 	PV de l'analyse du recours 7 membres sur 14 du Comité de Sélection initial poursuivaient le processus

Annexe 1 : Déroulement de la mise en place de l'équipe de la DLM

Date	Activités et résultats	Observations
12/12/2009	<ul style="list-style-type: none"> Organisation des tests écrit et informatique pour les experts techniques/ médecins 	Préparation tests écrits : <ul style="list-style-type: none"> - ESP - OMS Correction test écrit : <ul style="list-style-type: none"> - AT CTB (non DLM) - Expert DEP - OMS - GARSS
15 et 17/12	<ul style="list-style-type: none"> Organisation des tests oraux pour les ET Evaluation du processus de sélection par le Comité de Sélection élargi (tous les membres) à la demande du SG : validation du travail réalisé 	Evaluateurs : <ul style="list-style-type: none"> - ESP - OMS - GARSS Compte rendu réunion Recommandation : associer dans le futur aux 7 membres un représentant du GIBS et un représentant Cabinet
28, 29 et 30/12 (initialement programmés le 21 et 22 – interférence)	<ul style="list-style-type: none"> Organisation des tests écrits et informatique pour le personnel administratif (AG, assistant administratif et logisticien) Organisation des tests informatiques pour le personnel de la base de données Délibération experts techniques par le Comité de Sélection / présence de deux des trois évaluateurs 	Préparation tests écrits : <ul style="list-style-type: none"> - AG hôpital - D1 - Fonction Publique Correction tests écrits : <ul style="list-style-type: none"> - D1 - Directeur HG (mandaté par ESP) - AG HG Préparation et correction tests base de données: <ul style="list-style-type: none"> - OMS - GARSS Préparation tests informatiques/AT DLM
6, 7 et 8/1/2010	<ul style="list-style-type: none"> Organisation des tests oraux pour le personnel administratif Organisation des tests oraux pour le personnel de la base de données 	<ul style="list-style-type: none"> - D1 - Direction hôpital - AG hôpital - OMS - GARSS
15 /1/2010	<ul style="list-style-type: none"> Délibération personnel administratif et de la base de données 	Grille des évaluateurs et récapitulative des cotations Compte rendu et PV de la délibération
25/01/2010	<ul style="list-style-type: none"> Validation des résultats par le SG et affichage des résultats aux valves 	

Annexe 2 : Conceptualisation de l'appui à la fonction de lutte contre la maladie



Annexe 2 : Conceptualisation de l'appui à la fonction de lutte contre la maladie

RÔLE DE LA DLM DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA SRSS

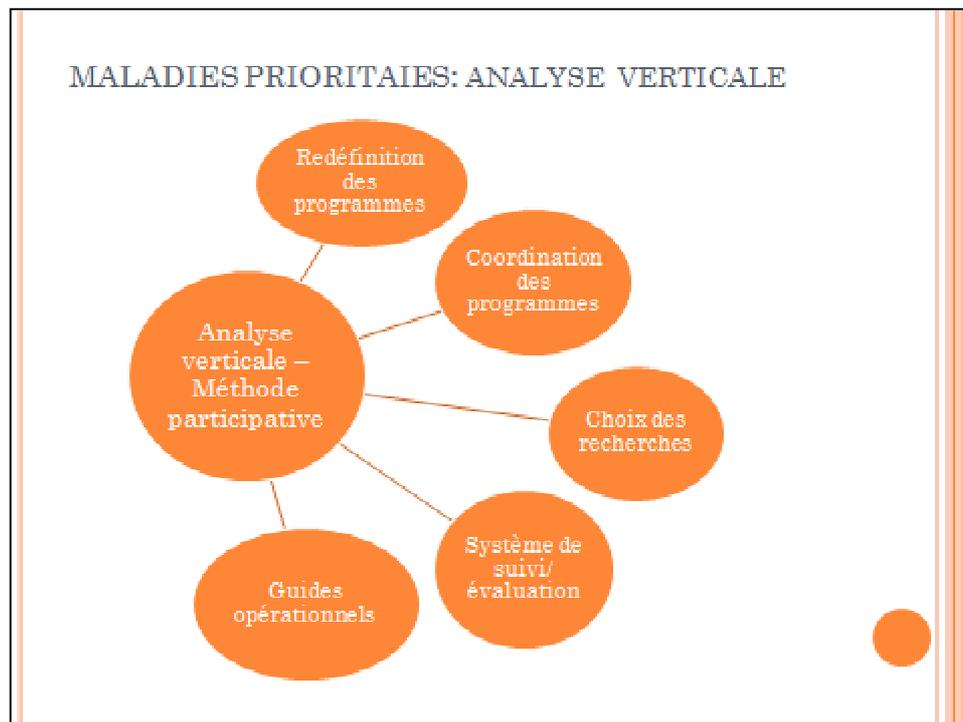
Axes de travail de la DLM dans MeO SRSS:

- Rationalisation et coordination des programmes spécialisés
- Intégration de la fonction de lutte contre la maladie dans le PMA et le PCA des services opérationnels
- Définition des fonctions de lutte contre la maladie dans les ECZS et ECP
- Financement extérieurs ciblant plus les plans provinciaux que les programmes

5 AXES DE TRAVAIL / OBJECTIFS DE L'APPUI

1. Redéfinition des normes, standards et stratégies de la lutte contre la maladie et renforcement de la coordination des programmes (maladies prioritaires)
2. Rationalisation de la surveillance épidémiologique et de la gestion des catastrophes
3. Développement d'un modèle de fonctionnement du réseau de laboratoires et renforcement de l'INRB comme laboratoire national de référence
4. Rationalisation du contrôle sanitaire aux frontières et de l'hygiène et salubrité publiques
5. Adéquation des ressources et du fonctionnement de la DLM

Annexe 2 : Conceptualisation de l'appui à la fonction de lutte contre la maladie



Annexe 2 : Conceptualisation de l'appui à la fonction de lutte contre la maladie

SURVEILLANCE EPIDEMIOLOGIQUE ET GESTION DES
CATASTROPHES

- Politique nationale actualisée et guides techniques actualisés
- Riposte organisée
 - Plan de contingence actualisé
 - Mécanismes transitoires en matière d'alerte, investigation et riposte en attendant la disponibilité d'un plan de contingence
- Publication régulière du bulletin épidémiologique
- Renforcement de capacités
 - Actualisation des fiches techniques, fiches de supervision, modules de formation
 - Formation de formateurs, supervision des ECP

RESEAU DE LABORATOIRE ET INRB

- Développement d'un modèle de réseau de laboratoire dans le cadre de leur fonction de laboratoire de santé publique avec :
 - Un volet de renforcement institutionnel de l'INRB comme laboratoire de santé publique et de renforcement institutionnel de la future division laboratoire de la DLM
 - Un développement de modèle de fonctionnement en réseau – en appuyant 2 à 3 laboratoires provinciaux ou de district – appui de l'INRB aux laboratoires provinciaux et appuis des laboratoires provinciaux aux ZS

Annexe 2 : Conceptualisation de l'appui à la fonction de lutte contre la maladie

**CONTRÔLE SANITAIRE AUX FRONTIÈRES ET
HYGIÈNE ET SALUBRITÉ PUBLIQUE**

- Textes réglementaires et directives mis à disposition des agents
 - Renforcement de capacités des agents et animateurs
 - Base de données constituée et fonctionnelle
- 

GESTION DES RESSOURCES ET FONCTIONNEMENT

- Adéquation du personnel (sélection sur concours et motivation)
 - Développement d'une comptabilité globale
 - Equipement et construction
 - Renforcement des capacités

 - Proposer des mécanismes de constitution de fonds provinciaux (alimentation par les programmes) et aussi au niveau central pour appuyer les activités de coordination et d'utilisation des outils programmatiques d'intégration
- 

Annexe 2 : Conceptualisation de l'appui à la fonction de lutte contre la maladie

SUIVI SCIENTIFIQUE

- Appui au renforcement institutionnel : sous forme d'expertise ponctuelle, sous forme de suivi technique ...
- Appui pour documenter le processus de changement au sein de la Direction , dans ses relations avec les autres structures centrales et avec les Provinces

